L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 22 JUILLET 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 82 rue de Chartres, et No. 13, rue du Camp.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 21 JUILLET 1848.

CANDIDATS WHIGS.
POUR PRESIDENT:
ZACHARY TAYLOR,
DE LA LOUISIANE.
POUR VICE-PRESIDENT:
MILLARD FILLMORE,
DE NEW-YORK.
Ticket Fédéral.

PREMIER DISTRICT ..... JACQUES TOUTANT.
SECOND DISTRICT ..... J. P. RUNTAMAN.
TROISIEME DISTRICT ..... MANUEL J. GARCIA
QUATRIEME DISTRICT ..... C. ADAMS Jr.
CINQUIEME DISTRICT ..... JOHN MOORE
SIXIEME DISTRICT ..... JAS. G. CAMPBELL.

Mes vœux sont pour le peuple, pour le pays tout entier. Je desire ardemment et sincèrement que l'homme, quel qu'il soit, qui sera placé à la tête de la Nation, puisse, par une fidèle adhesion à la Constitution, nous rendre heureux à l'interieur et nous assurer le respect des peuples.
Z. TAYLOR.

Je desavoue a jamais, et de la maniere la plus formelle, toute pensée de mettre en question les droits de propriété des citoyens du Sud.
MILLARD FILLMORE.

VIOLATION DU PROGRAMME LOUFOCO

Nous disons d'autre pour que les programmes n'ont absolument aucune signification et que les candidats qui les acceptent les violent sans scrupule. Voici une nouvelle preuve de ce que nous avons avancé. M. Washington Hunt a présenté il y a quelques jours, au nom du comité de compromis, la résolution suivante que la Chambre des Représentans a adoptée à une majorité de 124 voix contre 59.

Résolu que la Constitution des Etats-Unis accorde au Congrès le pouvoir de faire des allocations pour améliorer les ports et les cours d'eau navigables, toutes les fois que ces améliorations seront nécessaires à la sûreté et à l'extension du commerce intérieur ou extérieur."

Cette résolution est en contradiction flagrante avec le programme que la Convention de Baltimore a adopté et que le parti loco loco n'a pas cessé d'accepter comme symbole de foi. On devait donc s'attendre à voir tous les démocrates de la Chambre des Représentans protester contre la résolution de M. Hunt. Il n'en a pas été ainsi, cependant. Vingt-sept d'entre eux l'ont votée en faveur de la déclaration, et vingt-trois se sont abstenus de voter. Le sont eux pas compromettre.

Voilà ce que valent ces grands principes dont nos adversaires font tant de bruit. Leurs représentans au Congrès votent pour une mesure que la Convention de leur parti a déclarée *inconstitutionnelle*. Il y a à peine deux mois que les délégués démocrates siégeaient à Baltimore, qu'ils y faisaient leur programme au monde, et il est vrai que pour ceux-là mêmes qui devraient le plus le respecter. Comme cela va mettre M. Cass à aise! Naturellement ceux-ci changeront peut-être constant dans ses opinions, il se prévaudra de ce précédent pour justifier plus tard, si le peuple le portait au pouvoir, le système de bascule qui consiste à suivre depuis qu'il est parvenu à la vie publique.

Les démocrates sortent-ils maintenant nous reprocher de n'avoir pas imposé un programme au général Taylor?

Le moyen présentait avec complaisance un article du journal officiel publié par un journal abolitionniste. Il était adressé au général Taylor. Cet article indiquait la marche à suivre par le parti abolitionniste. M. Rucker, un agent de ce parti, a dû quitter son district, parce qu'il a voulu le prendre pour guide. Il a été battu par les propriétaires des esclaves. On lit en outre, le perdre dans les rangs des abolitionistes du Nord! Congrès de M. Polk, il en est de même depuis quelque temps. Ceux qui s'opposent à l'extension de l'esclavage. On espère peut-être ramener de ces hommes *Barnburners* dans cet même parti. M. Van Buren a supplanté M. Cass par M. Polk dans les suffrages du province Wolmer. Il a aussi été sénateur du Michigan qu'en vertu de divers contre le projet après qu'il ait hautement prononcé en faveur de la [illegible]. C'est la faute, si des grands [illegible]. On ne gagne rien à afficher deux opinions.

☞ On nous prie d'annoncer que le Périrasse, capitaine Hermann, partira ce matin, [illegible] d'habitude pour Bitoria, et tous les endroits intermédiaires, à l'arrivée au Lac de la Berge de huit heures et des chars de huit heures et demie.

RAPPORT DU GRAND JURY.

Nous avons publié il y a deux jours, dans une partie anglaise, le rapport du Grand Jury présenté au juge de la Première Cour de District par M. [illegible]. Ce rapport est une [illegible] recommandations [illegible] nécessaires. Le Grand Jury a [illegible] ses devoirs partisans et [illegible] dont l'exercice lui a été confié, et s'est exprimé avec une entière franchise sur les divers abus qu'il a pu constater de sa compétence.

Le rapport n'a pas des éloges pour la maison de travail de la Troisième Municipalité. Le directeur de cet établissement se fait remarquer par son zèle et sa constante sollicitude. Il faut bien le signaler au public, les efforts qu'on exerce [illegible] la charge qui leur est confiée. Les [illegible] de la Troisième Municipalité, [illegible] dans un état aussi satisfaisant que la maison de travail. L'administration y est les [illegible] mauvaise. Il faut espérer que le conseil remédiera aux abus qui lui sont signalés.

La prison de paroisse est bien administrée, mais le bâtiment n'est pas assez vaste. Les nègres [illegible] enfermés pêle-mêle, dans les mêmes salles. Il n'y a pas non plus de distinction entre les différentes classes de détenus, et [illegible] un homme arrêté pour un mauvais dû à un crime commis. Il y a un danger pour l'avenir de la société, [illegible] les prisonniers restent moralement [illegible].

La maison de travail de la Première Municipalité est [illegible] pas désertée. Il y règne une [illegible] propreté, mais le bâtiment a besoin d'être réparé.

La prison des nègres, près de la maison de travail, pourrait être plus propre; cependant, à tout prendre, l'administration en est bonne.

La maison de travail de la 2de Municipalité est le sujet d'une digression un peu [illegible] sur certains abus et sur le conflit d'opinion qui s'est élevé entre le juge de la 1ère Cour de District et les [illegible]. Le grand jury consulte [illegible] de porter la question en appel devant la Cour Suprême, afin qu'elle soit définitivement résolue.

La maison de refuge de la 2de Municipalité est un établissement dont l'utilité augmentera avec le temps. On apprend à lire et à écrire aux enfans qui y sont détenus.

Le grand jury a visité en outre tous les postes du corps de garde, et en fait mention dans son rapport. Il l'a aussi examiné. Le dépôt en face de la Place d'Armes est un véritable cloaque qui compromet la salubrité publique.

Les membres du grand jury, passant à d'autres considérations, condamnent les gageures électorales, elles tendent, disent-ils, à ériger la corruption en système et compromettent l'avenir de nos institutions. Le danger est d'autant plus réel qu'il se produit pas à tous les yeux. Les magistrats chargés de mettre la loi à exécution doivent punir invariablement ceux qui parient sur le résultat des élections.

Il y a encore des rassemblements d'esclaves dans le poupart des cabarets; il faut que la police les disperse. Quant aux hommes de couleur libres beaucoup s'introduisent dans l'Etat en se faisant nommer maîtres d'hotels à bord des steamers de l'Ouest. Ces hommes devraient être désignés à bord pendant la nuit.

Les poteaux doivent être surveillés strictement par les magistrats instructeurs. Il faut espérer que l'avocat-général persistera dans les poursuites qu'il a dirigées contre un grand nombre d'entre eux.

Les armes-modèles, qui sont le plus souvent loin de justifier leur nom, se livrent à certains écarts qui méritent de fixer l'attention des autorités. Il faut supprimer les exhibitions indécentes où la jeunesse inexpérimentée peut si facilement se corrompre. L'art n'a rien à faire avec certaines séances de ces prétendus artistes.

Le rapport se termine par des réflexions générales sur plusieurs autres sujets.

NOUVELLES DU MEXIQUE.
COMBAT A GUANAJUATO.

Nos dernières dates de Mexico sont du 11 courant. L'insurrection dirigée par Paredes prend chaque jour plus d'importance. Les hostilités ont deja commencé entre les fuerieux et les troupes du gouvernement commandées par le général Bustamente. Celle-ci ont attaqué le 6 de ce mois, les fortifications qui protègent Guanajuato et qui se composent d'une chaine de collines abruptes défendues par une formidable artillerie. Une hauteur appelée Cerro Tojado a été enlevée par un détachement de l'armée fédérale, après une vive escarmouche dans laquelle les insurgés ont perdu 27 hommes et ont eu 60 blessés. Les assaillans n'ont eu que 5 morts et 23 blessés.

Bustamente, dans sa dépêche qu'il adresse au gouvernement, annonce qu'il devait renouveler l'attaque le lendemain avec toutes ses forces qui se composent de 4,000 hommes. La population de Guanajuato et des villes voisines combat avec l'armée. Aux dernières dates, Bustamente s'était emparé de trois hauteurs. Nous apprendrons par le prochain arrivage le résultat final du combat.

Oaxaca et d'autres départemens ont déclaré vouloir adherer au gouvernement. San Luis Potosi garde une attitude quasi hostile vis-à-vis de la nouvelle administration.

Dans la nuit du 9 courant, les célèbres criminels Roque Miranda et Montaño, détenus à Mexico, sont parvenus à sortir de prison, mais ils ont été aussitôt retrouvés par la police et arrêtés de nouveau après une résistance désespérée. Montaño a été horriblement blessé dans la lutte.

Le vapeur *New-Orleans*, arrivé hier soir de Vera-Cruz, nous apprend la fâcheuse nouvelle de la mort du capitaine Gleason, quartier-maître; il a succombé à la fièvre jaune. Cette maladie exerçait des ravages; heureusement que presque toutes nos troupes étaient embarquées et prêtes à partir. Il ne restait à Vera-Cruz qu'un régiment d'artillerie et cinq compagnies de cavalerie, formant l'arrière-garde de l'armée.

CONGRES.

SENAT—12 *juin*.—On reprend la délibération sur le bill pour l'organisation territoriale de l'Oregon.

M. Jefferson Davis prend la parole. M. Clayton lui succède. Comme l'époque de l'ajournement approche, dit-il, il conviendrait d'écarter tous les amendemens qui ont été présentés et de prendre une résolution. Je propose donc, continue M. Clayton, de nommer un comité de huit membres—quatre du Nord et quatre du Sud—chargés également dans les deux partis politiques; le bill et les amendemens seront référés à ce comité afin de voir ce que nous pouvons faire avant la clôture de la session.

M. Bright exprime le désir de voir référé au même comité cette partie du message du Président qui a rapport à l'organisation territoriale de la Californie et du Nouveau-Mexique.

La proposition de M. Clayton, modifiée par M. Bright, est adoptée à une majorité de 31 voix contre 11, plus le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRESENTANS — La Chambre vote le bill qui supprime les droits d'entrée sur certains articles d'importation canadienne. Le bill des allocations est ensuite discuté en comité général jusqu'au moment de l'ajournement.

FRANCE.

COMBAT DANS LES RUES DE PARIS.
Entre la populace et la force armée.

Londres, 12 juillet, 2 heures P. M.

Le *Neptune*, arrivé ce matin de Liverpool, d'où il est parti le 1er juillet, apporte des nouvelles que confirment la dépêche télégraphique reçue par le Calédonia.

Les troubles de Paris ont commencé par quelque mécontentement entre le Maire, Armand Marrast, et une députation de mécontents qui sont venus lui demander la démission des membres de la commission exécutive.

Dans la nuit du jeudi, 22 juin, des barricades furent élevées dans tous les quartiers de la ville. Les tambours battirent le rappel et la garde nationale prit les armes. Les insurgés s'emparèrent du faubourg St. Antoine et se mirent en marche sur l'Hôtel de Ville.

Le vendredi, 23, on commença à se battre; l'avantage resta dès le début aux insurgés. La famille royale sortit à cheval avec le général Cavaignac et son état-major, pour essayer de rétablir l'ordre.

L'émeute recevant des renforts, il fallut en venir à se servir de l'artillerie. Samedi, 24, l'Assemblée Nationale se déclara en permanence. La Commission executive resigna ses pouvoirs, et l'autorité suprême fut confiée au général Cavaignac, qui déclara Paris en état de siège.

On se battait dans les rues toute la journée du samedi, à peu près, d'un intervalle de repos cause par une violente averse accompagnée de tonnerre. Vers le soir, les troupes des départements se pressaient en masse dans les rues.

Dimanche, 25, le Président annonça à l'Assemblée Nationale, que le gouvernement avait étouffé l'insurrection sur la rive gauche de la Seine, et que le général Cavaignac avait donné aux insurgés de la rive droite jusqu'à dix heures, pour mettre bas les armes. Le combat continuait cependant toute la journée.

Lundi, 26, le général Lamoricière entra dans Paris à la tête de nombreuses troupes, et après une resistance désespérée qui dura encore dix heures, l'émeute fut complètement réprimée, les insurgés ayant fui ou pérl.

Mardi, 27, de nouveaux symptômes de désordre reparaient. Plus de 5000 des insurgés ont été pris. Une commission a été nommée pour juger ceux qui ont été pris les armes à la main.

☞ La dépêche télégraphique, dont nous traduisons ces détails, ne donne pas les noms des membres de l'Assemblée Nationale, ni des officiers généraux qui ont été tués dans ces combats. Il y a confusion évidente dans plusieurs points. L'Archevêque de Paris a péri, en essayant de ramener les insurgés à des idées d'ordre et paix.

SECONDE DÉPÊCHE.

Il est généralement reconnu que la bravoure de Lamartine a sauvé la République. Les troupes l'ont reçu avec de grandes acclamations, au cris de "Vive la République!"

Plusieurs changemens ont eu lieu dans le ministère. L'amiral Le Blanc a refusé la nomination de ministre de la marine, et Bastide a été nommé. Le général Bedeau a été nommé ministre des affaires étrangères. Marie est Président de l'Assemblée Nationale.

On recommande fortement le Général Cavaignac à la présidence de la République.

Presque tous ceux qui ont été faits prisonniers avaient de l'or sur eux.

On a trouvé sur un des insurgés la minute au crayon d'un decret ainsi conçu:

Art. 1. Tout citoyen qui paie plus de 200 francs d'impots sera privé de ses droits civils et politiques pendant dix ans.

Art. 2. Toutes propriétés, personnelle ou immobilière, appartenant à des citoyens qui ont exercé des fonctions publiques depuis 1815, sont confisquées.

Art. 3. La constitution de la France est celle de 1793.

Art. 4. L'armée est licenciée.

☞ Ces dépêches portent à environ 40,000 le nombre des combattans, et à 15,000 celui des morts des deux partis.

Les nouvelles du Continent, en général, ne sont pas d'un grand intérêt. Nous attendons, pour les donner, l'arrivée de nos journaux français.

ANGLETERRE ET CONTINENT.—Le ministère anglais a eu quinze voix de majorité dans la question des sucres.

Vicence a été rendu aux Italiens.

Padoue a capitulé. Trieste est bloqué. L'armée prémontaine a été battue près de Vérone.

Un formidable mouvement carliste s'est déclaré en Espagne.

Une armée autrichienne doit, dit-on, envahir le centre de l'Italie.

Il paraît qu'une immense armée russe marche sur la Pologne.

Il y a tout lieu de croire que la guerre d'Allemagne se terminera bientôt.

La tranquillité est rétablie en Grèce.

Les Danois continuent à user de représailles contre le commerce prussien.

L'Angleterre est tranquille. Les classes ouvrières n'inspirent plus aucune inquiétude.

En Irlande, les clubs agitent toujours la question de la séparation violente, mais la cause des *repealers* ne fait aucun progrès sensible.

NEW-YORK—Le navire *Francis Depau*, parti dernièrement de Mobile, pour Liverpool, est entré en détresse dans la baie de New-York le 10 du courant. Le 6, il avait eu à subir une violente tempête et la foudre était tombée sur le mât du milieu. Les avaries du *Francis Depau* étaient telles qu'il n'aurait pu continuer le voyage sans danger.

Chronique Locale.

1re COUR DE DISTRICT.—Le juge McHenry a suspendu le prononcé de la sentence dans l'affaire de J. Freirich, trouvé coupable d'avoir mis en circulation une traite contrefaite. Cette affaire a eu portée en appel à la Cour Suprême. La Cour a mis le prisonnier en liberté moyennant un cautionnement de $1,500.

—Juez Estrada, trouvé coupable de tentative d'assassinat, et Martin Trujo, de vol, ont été condamnés chacun à une année de travaux forcés au pénitentiaire.

2me MUNICIPALITÉ.—Le watchman James Dunning comparaissait hier matin devant le recorder de la 2de Municipalité, comme suspect. Il s'était déguisé en volontaire pour surprendre les personnes qui ont l'habitude de vendre des liqueurs sans licence. C'est sous ce déguisement qu'il a été arrêté par un autre watchman qui ne reconnaissait pas son compagnon ainsi affublé de la défroque militaire.

—Armanda Clelan, ayant menacé d'empoisonner son mari, a été somme de fournir un cautionnement.

—James Thom, prévenu de vol, a été renvoyé devant la 1ère Cour de District.

—John Williams a été arrêté pour avoir enlevé une somme d'argent au bureau du quartier-maître des Etats-Unis. Il sera examiné lundi prochain.

RECORDER GENOIS.—William Munroe a été arrêté hier dans la 1ère Municipalité pour avoir dérobé une somme de $15 appartenant à un volontaire nommé John Grump. Il est accusé en outre d'avoir blessé le maître de ce dernier, et avoir enlevé les hardes qui y étaient enfermées. Une partie des objets volés ont été trouvés sur l'accusé. Le prisonnier a été envoyé devant la 1ère Cour de District.

—Emmanuel Hick a été arrêté pour avoir escroqué une somme de $70 appartenant à M. Isham Hornsby.

VOLS.—Le 6 de juin dernier des voleurs s'introduisaient dans le domicile de Madame Clémentine Bonsignour, et enlevaient une montre et une chaine en or, représentant une valeur de $100, ainsi qu'une somme en or. Madame Bonsignour ayant des soupçons contre un nommé Charles Perrera, la dénonça hier matin au recorder Genois. Perrera a été immédiatement arrêté par l'officier de police Delarue. Il sera examiné prochainement par le recorder Génois.

—M. Lamarre, volontaire récemment licencié, obligé de quitter à la hâte le campement de sa compagnie près de Carollton, pour cause de mauvaise santé, y avait laissé malle. Il a pu la reclamer hier matin, mais on lui dit qu'elle avait disparu, et que le voleur était selon toute probabilité le nommé J. Meyer. Le maître de Carrollton a décerné un mandat d'arrêt contre ce dernier.

TENTATIVE DE VOL.—Hier matin vers une heure des voleurs ont pénétré dans le domicile de M. E. A. Michel, rue des Remparts, entre St Pierre et Orléans. Ils ont enlevé les gonds d'une fenêtre du rez de chaussée et se sont introduits de cette manière dans l'intérieur de la maison. Ces hardis visiteurs ayant découvert qu'il n'y avait rien à prendre, se sont enfuis en toute hâte. Ils étaient les watchmen?

ACCIDENT.—Hier matin, de bonne heure, un funeste accident a eu lieu dans les limites de la 3me Municipalité. Un Français nommé Etienne Bernard et un Allemand dont le nom est inconnu, traversaient du fleuve dans une petite embarcation. Ils allaient atterrir de l'autre bord, lorsque l'esquif vint heurter un navire et chavira. Les deux malheureux se sont noyés.

RIXE.—Jeudi dernier vers 11 heures du soir, une rixe a eu lieu sur les Champs-Elysées, 3me Municipalité, entre trois individus nommés James Quin, James Wash et James Hagan. Le premier a été grièvement assailli et frappé par les deux individus. Hagan tirait à la main un gros couteau, et menaçait de tuer son adversaire, il aurait probablement accompli sa menace, si le caporal Coppinger, de la police de la 3me Municipalité n'était intervenu et n'avait mis les combattans en état d'arrestation. Le recorder Seuzeneau s'occupera de cette affaire prochainement.

BOMBARDEMENT DE PRAGUE.

Une dépêche télégraphique du 16 annonce que la ville de Prague est bombardée depuis huit heures du matin par les troupes autrichiennes.

Le général Mensdorf et le conseiller Kleznansky sont partis de Vienne pour Prague en qualité de commissaires extraordinaires, dans un but de paix et de conciliation.

Voici des détails plus circonstanciés sur les troubles de Prague.

Cette ville est composée de quatre quartiers: Altstadt (vieille ville), Neustadt (ville neuve), la vallée de Caroline et Kleinseite.

L'Altstadt et la Neustadt sont en dedans de l'enceinte. La vallée de Caroline est un faubourg séparé de la ville par un canal impraticable. Enfin la Kleinseite est le quartier du Kradschin qui domine toute la ville de l'autre rive de la Moldaw.

Toute la Kleinseite est une montée continuelle. Pour arriver au Kradschin, palais impérial, il faut monter une demi-heure. C'est cette partie que le prince Windichgratz a fait occuper par l'artillerie.

Un connaît l'origine des troubles. Les Slaves demandaient des armes, firent des barricades et menaçaient de mettre à mort tous les Allemands. Après l'assassinat de la princesse par un Slave, autrefois domestique du prince, on dit qu'il donne de désarmer les étudiants slaves.

Ils répondirent, mais ils furent vaincus. Le prince alors promit de leur laisser les armes, à condition qu'ils démoliraient la barricade. Il y eut un armistice, qui fut traitreusement rompu par les étudiants et le peuple.

Le prince alors exigea le désarmement et la retraite du pont de la Moldaw qui conduit à la Kleinseite. En vain, sur ce, le prince déclara qu'il publierait la loi martiale, que la ville serait mise en état de siège et qu'elle sera bombardée. Il invita les habitans à quitter l'ancienne ville.

Presque toutes les femmes l'ont quittée et se sont réfugiées les unes à Vienne, les autres à la campagne.

Les insurgés comptent sur les paysans slaves, mais ceux-ci, jadis serfs affranchis par les Allemands, ne se battent pas trop. Deux régimens bohémiens sur lesquels les insurgés ont compté sont restés fidèles au prince. Enfin, le 16, le prince a fait bombarder la ville.

On dit que les scènes de malheur sont déchirantes. Partout on n'entend que la chute des maisons qui croulent, enterrant des centaines d'insurgés sous leurs décombres.

Les Allemands et les Juifs se sont déclarés pour les Autrichiens, sans toutefois prendre part au combat. C'en est fait du mouvement slave, qui, au fond, n'était que factice.

ANGLETERRE.

Voici le résumé des dernières dépêches échangées entre lord Palmerston et l'ambassadeur espagnol. Maintenant que tout le monde connaît le dénoûment qu'a eu cette discussion diplomatique, la reproduction du texte même des dépêches serait superflue. Nous nous bornerons donc à l'analyse. Ces nouveaux documens viennent d'être déposés sur le bureau de la chambre des communes.

Ils embrassent une durée de trois semaines, du 25 mai au 15 juin.

1re *Dépêche*.—M. Isturitz, ambassadeur d'Espagne, dans une note flatteuse qu'il adresse à lord Palmerston, annonce l'arrivée du lieutenant-général comte de Mirasol, investi d'une *mission spéciale*.

2me *Dépêche*.—Lord Palmerston répond que si M. Isturitz a pu faire quelque communication de la part du gouvernement espagnol, il le recevra de midi à deux heures; mais qu'il ne peut donner audience au comte de Mirasol.

3me *Dépêche*.—M. Isturitz insiste. Il dit que le comte de Mirasol a été envoyé par son gouvernement dans le but unique de donner au cabinet britannique *des renseignemens complets et des explications satisfaisantes sur les derniers événemens de Madrid*.

4me *Dépêche*.—Refus réitéré de lord Palmerston, qui entend que les explications lui soient apportées, non par M. de Mirasol, qu'il ne veut pas voir, mais par M. Isturitz.

5me *Dépêche*.—Nouvelle insistance de M. Isturitz, qui répète que la mission de M. de Mirasol est du caractère le plus amical, et demande la faveur de le présenter à lord Palmerston.

6me *Dépêche*.—Troisième refus du ministre anglais.

7me *Dépêche*.—M. Isturitz déclare qu'n'ayant pas d'instruction de son gouvernement pour se présenter lui-même et remplacer le comte de Mirasol, il s'abstiendra de toute communication verbale à ce sujet.

Dans les dépêches suivantes, le débat s'engagé sur les motifs de l'expulsion de M. Bulwer. Il résulte des lettres de M. Isturitz et du duc de Sotomayor que, à Madrid, M. Bulwer protégeait ouvertement les hommes les plus hostiles au gouvernement espagnol, qu'il avait la main dans toutes les conspirations et toutes les insurrections tendant à renverser le pouvoir, notamment dans celles du 26 mars et du 7 mai.

Le commandant du régiment de Guadalazara, avec lequel M. Bulwer était étroitement lié, a excité l'insubordination parmi ses troupes, a levé, à Getille, l'étendard de la révolte, et attaqué la maison habitée, dans cette ville, par la duchesse de Montpensier. En outre, après les insurrections du 26 mars et du 7 mai, la maison de M. Bulwer a servi de refuge à plusieurs des chefs les plus compromis dans ces tentatives.

Tels sont, d'après les dépêches, les motifs qui ont poussé le gouvernement espagnol, d'abord, à demander le rappel de M. Bulwer, et puis, quand il a vu qu'on ne tenait nul compte de ses réclamations, à envoyer des passeports à ce diplomate intrigant et brouillon.

Lord Palmerston, dans une longue dépêche, argumente de son mieux pour justifier la conduite de son agent, qu'il condamne pourtant sur quelques points. En finissant son argumentation, il déclare à M. Isturitz que la conduite du gouvernement espagnol en cette circonstance *est de nature à amener une interruption de relations diplomatiques entre les deux pays, et qu'il est désormais impossible à S. M. de continuer à recevoir à sa cour le ministre de la reine d'Espagne*.

Le lendemain 13 juin, M. Isturitz répète que le gouvernement espagnol n'a eu, dans ce qu'il a fait, aucune intention de blesser le gouvernement britannique, et qu'en conséquence on sent [illegible] avec regret le congé signifié à l'ambassadeur d'Espagne; il ajoute qu'il fait ses préparatifs de départ.

Le 15, le chargé d'affaires, le chevalier Tacon, annonce que M. Isturitz est parti.

Telle est, en substance, cette correspondance, qui ne fait pas honneur au gouvernement anglais. M. Bulwer, s'il a reçu ses passeports, avait tout fait pour mériter ce traitement. Avant d'en venir à cet éclat, le gouvernement espagnol avait demandé le rappel de cet agent à lord Palmerston lui-même, qui a fait le sourd à l'oreille. Après le départ de M. Bulwer, et en moment où M. de Mirasol arrive pour donner des explications satisfaisantes, lord Palmerston soulève une méchante querelle d'étiquette diplomatique, et refuse par trois fois de reprendre l'envoyé de la reine d'Espagne. Voilà les faits acquis à l'histoire. Ils résultent des pièces qui ont été communiquées au parlement. L'histoire sera justement sévère pour de tels procédés.

On lit dans le *Times*:

"L'éléphant de Zoological-Gardens, à Liverpool, étant devenu depuis quelque temps enragé, il a fallu songer à s'en défaire. Une compagnie de carabiniers a été chargée de l'abattre.

"On avait d'abord consulté des vétérinaires, qui ont administré inutilement à l'animal deux onces d'acide prussique et vingt-cinq grammes d'acconit. Rajah s'est trouvé indisposé pendant quelques instants, mais il a bientôt repris la force de son tempérament avant reprise le dessus, et l'empoisonnement avant manqué son effet. On a fait alors avancer un peloton de carabiniers, qui se sont alignés devant lui. Rajah, qui n'est pas aussi bête qu'on le croit, a pu se soustraire à ce danger en se tournant vivement sur lui-même et voyant les armes tournées contre lui. Les soldats ont fait feu.

"L'éléphant a chancelé en jetant un grand cri. Un second peloton a pris la place du premier et a tiré à son tour. L'animal est immédiatement tombé. On avait fait entrer un troisième peloton de 12 hommes, mais il a été inutile. Rajah, dont on avait longtemps admiré l'intelligence et la douceur, était expirant. Depuis douze ans il appartenait à M. A-kins, qui l'avait payé pour 800 livres."

FRANCE.

La *Presse*, en reproduisant les accusations dirigées par M. de Bussy contre le gouvernement, les accompagne des réflexions suivantes:

Les dénonciations scandaleuses dénoncées dans la lettre de M. de Bussy n'ont rien appris à personne; cependant cette publicité est l'un des plus rudes coups qui ait été porté au gouvernement provisoire, au gouvernement intérimaire, au gouvernement, enfin, des républicains de la veille.

Que de choses l'on sait rait et que l'on ne dit pas, retenu que l'on est par l'insuffisance des preuves et par la crainte d'ouvrir ses portes à la calomnie, lorsqu'on ne voudrait les ouvrir qu'à la vérité.

Plus les faits sont graves, et plus on hésite à les articuler!

Non, jamais le gouvernement de la France n'était tombé si bas, même dans ses plus mauvais jours!

Où va donc ce gouvernement? où nous mène-t-il? Où donc nous mener à la terreur par l'excès de la timidité, au fleuve de sang par un conflient de bouc, qu'il nous abrège le chemin!

Mais, est-ce qu'il sait où il nous conduit? Lui-même ne sait pas où il va!

Eh! voilà un autre pouvoir, comme nous le prouvent les faits: Tandis qu'il demeurait enfermé dans les 15 mais, dans le donjon de Vincennes, MM. Barbès, Blanqui, Sobrier, etc., il nomme préfets des acteurs de ce même attentat! Ainsi vient d'être nommé à la préfecture de la Corrèze M. Dupin, des préfectures les plus importantes, un ex-notaire de la Haute-Saône, M. Moret de Gy, qui, le 15 mai, dans l'Assemblée nationale, y fait tant remarquer par sa violence, et qui par suite a été jugé indigne du mandat d'amener décerné par un des juges d'instruction chargé d'informer sur cet attentat!

Pourquoi aux uns la prison, aux autres des préfectures?

Comment expliquer de telles contradictions, de telles inconséquences!

Le ministère de l'intérieur, si l'on peut donner le nom de ministère aux singuliers personnages qui en tiennent le portefeuille, le ministère de l'intérieur interrogé à répondu: "Je ne sais tait que céder à l'exigence du pouvoir exécutif.

Etrange pouvoir exécutif que celui qui se trouve place entre des dépositions de cette nature et les scandaleuses révélations de la lettre de M. de Bussy!

—Le comité des finances a examiné le 21 juin le projet de décret tendant à ouvrir au ministre des finances un crédit d'un million 500 francs pour le retraite la refonte de la monnaie de cuivre.

Ce projet a rencontré une vive opposition. Cette dépense d'un million 500 mille francs paraît tout à fait inopportune dans la situation actuelle de nos finances. La mesure qui motive cette nouvelle demande de crédit n'est pas demandée par aucune nécessité. La monnaie actuelle de cuivre suffit aux besoins des transactions; quant à présent la refonte est inutile. Telles sont en substance les objections présentées par l'opinion qui est combattu le projet du ministre des finances.

On a nommé une sous-commission de trois membres pour faire un rapport sur la question; ce sont MM. de Panat, Grellet et Julien de Lastayre.

Le comité a repris sa discussion sur le budget rectifié de 1849; il a résolu d'examiner chaque chapitre des dépenses inscrites dans le budget.

La première question générale qui s'est présentée, est celle du chiffre du traitement des ministres. Thiers a répété ce qu'il a dit déjà sur un autre point: qu'il n'y avait rien ou bien peu de réformes à opérer. Dans l'état actuel de la société, il est des dépenses nécessaires; la question des traitements des ministres est facile à résoudre. Le chiffre de 80,000 fr. alloué à chaque ministre, avant la révolution de février n'était pas trop élevé.

A son avis, les ministres, avec ce traitement, étaient bien au-dessous de l'opulence d'une foule de particuliers. Ils avaient à supporter, par la nécessité de leurs fonctions, beaucoup de dépenses considérables. M. Thiers a posé en principe, que plus on abaissait les traitements des fonctionnaires, moins l'Etat serait servi. Il a dit, enfin, qu'il consentirait volontiers à faire l'épreuve qu'on proposait sur les traitements, bien convaincu que la réduction projetée ne produirait pas une économie de deux millions.

M. Berryer a reconnu, comme M. Thiers, la convenance, l'utilité de maintenir certaines dépenses à un taux raisonnable. Sous ce rapport, il n'y avait pas excès. C'est, a-t-il dit, le seul moyen d'entretenir le luxe et le mouvement des arts, élémens nécessaires de la prospérité et de la civilisation. Cependant la nouvelle république semble vouloir établir sur des principes d'austérité qui nécessitent la réduction des dépenses et s'opposent à ce que les hauts fonctionnaires de l'Etat soient largement rétribués.

Un membre a proposé de porter les traitemens des ministres à 48,000 fr. et de fixer une indemnité pour frais de représentation.

Cette proposition n'a pas été acceptée. La majorité lui a préféré une autre proposition qui réduit le traitement de chaque ministre à 36,000 fr.

— Une dépêche télégraphique arrivée à Toulon a donné l'ordre d'armer immédiatement les vaisseaux le *Jemmapes* et l'*Hercule*, qui doivent aller renforcer l'escadre de la Méditerranée, à Naples.

Un duel à l'épée a eu lieu le 21 juin entre M. Napoléon Bertrand, capitaine de cavalerie, et M. Goudchaux, neveu de l'ancien ministre des finances, et lieutenant dans l'un des bataillons de la garde mobile.

M. Goudchaux a été blessé au front.

Des lettres d'Italie annoncent que la corvette à vapeur le *Pluton*, qui s'était rendue à Naples sur l'ordre du vice-amiral Baudin, est allée reprendre la station de Civita-Vecchia.

Le vice-amiral Baudin est gravement malade. Il a une tumeur au genou, et tout porte à croire que cet officier-général rentrera sous peu en France.

Les Habitues des Bouis-Bouis.

Il est un petit homme, tout habillé de soie gorge-de-pigeon, dans Paris, qui ne laisse point passer un seul jour sans aller s'égayer une heure ou deux au milieu des *Bouis-Bouis*.

Dans l'argot des théâtres, on désigne sous ce nom de *Bouis-Bouis* ces spectacles d'aventure où le vaudeville de rencontre et le drame d'occasion alternent avec les exercices les plus périlleux de l'acrobatie. J'ai vu jouer ainsi *Britannicus*, de Jean Racine, par des acteurs qui, vingt minutes auparavant, venaient d'avaler des sabres.

Depuis le 24 février, les *Bouis-Bouis* ont fait dans Paris une mine tempe: Pour Liverpool, 60 boucauts: Havre, 154; Gênes, 536; New-York, 539; Boston, 215—ensemble, 1,581 boucauts. Stock en magasin, et à bord des navires, 93,170 boucauts.

ETAT DU TABAC.

Stock en mains au 1er septembre 1847	23,000
Arrivé durant la semaine.....	1,123
Arrivé antérieurement.....	46,479
	47,602
	70,311
Expédié durant la semaine.....	1,201
Expédié antérieurement.....	46,940
	48,141
	22,170

SUCRE.—Les transactions de ce marché ont été peu importantes: les ventes de la semaine sont de 600 boucaux, aux mêmes prix. Dans quelques cas les beaux qualités se sont vendues avec facilité. Les bonnes qualités deviennent rares. Nous cotons primes 2¾ c; commun 3 @ 3¼ c; fait 3½ @ 3¾; primes et choix 4¼ @ 4¾ la liv. Les arrivages sont peu importans et le stock diminue tous les jours.

SUCRE DE LA HAVANE—Il n'est vendu quelques centaines de sacs de Cucurachos aux prix extrêmes de 3¾ @ 3¾ la liv.

MELASSE.—Ce marché n'a présenté aucun changement cette semaine. Les arrivages sont faibles et les ventes toutes de détail à 2¾ @ 3 pour

On m'a dit, et je n'éprouve aucune peine à le croire, que M. de Fontenay, sous l'Empire, et M. de Martignac, sous la Restauration, s'arrêtaient ainsi des journées entières devant les tiroirs du Journal des Journaux.

Une telle insouciance et une si grande gaîté dans les temps où nous sommes sont un signe de force et accusent une belle philosophie.

Le petit homme riait toujours, en annonçant cependant des scènes de ventriloquie; coupées par des expériences de physique (lues escamotage). Le magicien du lieu commença son tours. Quand il en fut à l'omelette qui se fait dans un couvre-chef, il demanda un chapeau à la société.

—Tenez, ce chapeau gris, là, sur ces cheveux gris-noir.

Je regardai mon petit homme; tous les yeux se tournant de son côté, il parut un peu plus rouge; on voyait qu'il voulait et ne le voulait pas; il se décide à la fin et tendit son chapeau.

Trente voix murmurèrent alors autour de lui:

—Il y a longtemps que je m'en doutais, c'est un coquin!

On procéda au tour; l'omelette fut cuite, puis le chapeau fut escamoté.

Le petit homme eut un moment d'émotion, il tremblait presque pour son feutre. Pauvre petit homme! on lui a bien escamoté autre chose que son chapeau!

Citoyen; reprenez votre coiffure, lui dit l'escamoteur, on va faire voir le phoque savant.

Il vit le phoque comme tout le monde et s'en alla d'un air *gayeux*.

Si j'étais homme politique en disponibilité, j'irais tous les jours voir les puitlaces. (*Corsaire*)

Les journaux de la faction anti sociale continuent de souffler la discorde et la haine avec un cynisme qui passe toute croyance

Voici comment le *Commune de Paris*, journal de M. Babier, s'exprimait dimanche dernier:

"La Révolution de 93 a été faite contre les nobles; la Révolution de 1848 a été faite *contre la bourgeoisie*.

"Aujourd'hui cette même bourgeoisie, dont nous croyions les influences vaincues, se relève *plus ég